

LIVRE BLANC

Sur la participation civique et citoyenne des femmes immigrantes francophones de l'Ontario.



**MOUVEMENT ONTARIEN DES
FEMMES IMMIGRANTES
FRANCOPHONES**

Janvier 2019

Financé par

M**FIF**
ensemble pour un avenir meilleur

 Ontario

TABLE DES MATIÈRES

MOT D'INTRODUCTION	3
L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET CITOYEN DES FEMMES	5
PORTRAIT DE LA FRANCOPHONIE, DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE EN ONTARIO ET DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES	6
LES NOMBREUX ENJEUX DES FEMMES DU CANADA	9
PORTRAITS DE FEMMES LEADERS FRANCOPHONES ET TÉMOIGNAGES ET VÉCUS	12
4.1 Un moteur à l'action : l'appartenance à la francophonie ontarienne	14
4.2 Un manque à combler : la connaissance du milieu et des ressources disponibles	15
4.3 Des barrières persistantes ou inattendues.....	17
LUEURS D'ESPOIRS : L'IMPLICATION DANS LA VIE POLITIQUE POUR INFLUENCER ET DÉCIDER	18
5.1 La représentation et la visibilité des femmes immigrantes	19
5.2 Contrer la violence faite aux femmes.....	20
5.3 Les engagements des gouvernements et des institutions	21
5.4 Un indispensable à actualiser : la <i>Loi sur les services en français</i>	22
5.5 Une opportunité forte : le statut de membre auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)	22
LES SOLUTIONS	24
CONCLUSION	27

Consultante principale : Sabine Soumare

Rédaction : Touria Karim

Sous la supervision de Fayza Abdallaoui, présidente du Conseil d'administration

MOT D'INTRODUCTION

Chaque année, de plus en plus de femmes francophones immigreront, seules ou en famille, et choisissent désormais la province de l'Ontario comme un nouveau lieu de vie pour y trouver la sécurité, les opportunités d'emploi et des voies d'épanouissement social et personnel. Une grande majorité d'entre elles choisiront d'acquiescer la nationalité canadienne afin d'achever leur parcours d'intégration et obtenir ainsi la pleine capacité civique de citoyenne, s'enracinant durablement et au prix de nombreux efforts, dans la vie civique, sociale et économique de la province et du Canada. En choisissant l'Ontario, elles rejoignent également une communauté franco-ontarienne qui, nous l'avons vu ces dernières semaines, a à cœur de faire vivre le bilinguisme inscrit dans la constitution canadienne et de faire valoir les richesses passées, présentes et futures que la pratique du français apporte au niveau économique, social et culturel.

Depuis plus de 15 ans, le Mouvement Ontarien des Femmes Immigrantes Francophones (MOFIF) se définit comme étant « la voix des femmes immigrantes en action » et ce, au travers de trois piliers d'action : La recherche, les formations et la représentation. Organisme unique, le MOFIF est, depuis des années, engagé à identifier, à faire connaître et surtout à lever les barrières que connaissent les femmes immigrantes francophones en Ontario afin qu'elles puissent se développer au mieux pour elles-mêmes et leur communauté. Une étude du MOFIF conclue en 2016 financée par Condition Féminine Canada avait d'ailleurs fait ressortir six barrières principales au développement économique des femmes immigrantes ainsi que les pistes de solutions à mettre en œuvre : plus de mentorat, du volontariat bilingue, un partage plus efficace sur les ressources d'accueil et d'orientation disponibles, des campagnes de sensibilisation au sein des communautés de nouveaux arrivants contre la violence faite aux femmes, l'importance de la formation à la littératie financière et une meilleure collaboration entre organismes au niveau provincial. De nombreuses initiatives ont déjà vu le jour ou sont en cours de développement pour mettre en place ces solutions.

Toutefois, depuis 2016, un besoin important apparaissait de plus en plus comme ne pas avoir été suffisamment prise en compte alors même qu'il est essentiel pour la reprise de pouvoir des femmes immigrantes sur leur destinée. Trop fixés sur les dimensions économiques et sociales, le MOFIF et les organismes œuvrant auprès des nouveaux arrivants avaient laissé de côté une dimension pourtant essentielle et directement liée à la réussite des deux précédentes : Celle de la participation active des femmes à la vie civique et citoyenne de leur communauté et de leur province !

C'est ainsi qu'en 2018, et grâce à la mobilisation de ses bénévoles puis au soutien du gouvernement de l'Ontario avec un financement de 8 000 \$, l'organisme a pu multiplier les initiatives de consultation, de mobilisation, d'échanges et de réflexions afin de :

- Sensibiliser la communauté à l'importance de la participation civique des femmes immigrantes francophones alors que la population immigrante est le vecteur principal de l'augmentation du nombre de francophones dans la province,
- De stimuler l'engagement des femmes immigrantes francophones
- D'identifier les conditions d'une meilleure participation des femmes immigrantes francophones à la vie civique et communautaire de la province ainsi que les conditions de leur inclusion au sein de la communauté franco-ontarienne.

Le fruit de ces initiatives se retrouvent présentées pour certaines dans ce livre blanc qui se veut un relais direct du dynamisme et de l'engagement des femmes rencontrées, de leurs attentes et de leurs frustrations, ainsi que la présentation des mesures qu'il convient de prendre pour leur permettre de devenir des actrices à part entière dans la prospérité de l'Ontario et du Canada, notamment au niveau politique.

Alors même qu'un mouvement fort est enfin enclenché pour assurer une meilleure participation des femmes ontariennes à différents échelons, les femmes immigrantes francophones, en raison de leur vécu et de leurs besoins spécifiques, doivent pouvoir renforcer leur compréhension des enjeux qu'elles rencontrent et des possibilités d'action offertes par l'exercice de leur droits civiques et leurs responsabilités de citoyenne canadienne. Et ainsi s'y engager en développant leurs capacités, leurs réseaux et leurs ambitions appuyées par les institutions, les organismes et les membres de leurs communautés. Nous sommes allées à leurs rencontres à Toronto, Ottawa et Welland en réunissant une trentaine de femmes leaders francophones et en organisant un débat sur l'identité francophone, une première sur ce thème, en partenariat avec le Groupe Média TFO. Nous les remercions toutes vivement de leur engagement de chaque jour et nous voulons leur dire toute notre admiration pour leur détermination et persévérance. Nous remercions également tous les participants, les médias et les partenaires.

Une femme d'affaires francophone et activiste de longue date résidant à Mississauga, Rose-Cathy Handy, a utilisé lors d'une de nos conversations, l'expression « ça nous regarde » pour parler de la nécessité d'engager la communauté des femmes immigrantes francophones dans une dynamique de participation civique forte notamment par le vote. Cette expression s'est transformée en mot-clic ou hashtag #canousregarde tout au long de nos initiatives de l'année 2018 et sera le mot-clé de nos actions à venir en 2019 et au-delà pour engager significativement les nouvelles citoyennes dans l'exercice de leurs droits et de leurs devoirs, par leurs gestes quotidiens et leur engagement citoyen à court, moyen et long-terme. La participation des différents paliers institutionnels et des organismes sera un appui notable sur leur chemin.

Fayza Abdallaoui,

Présidente du Mouvement Ontarien des Femmes Immigrantes Francophones

L'ENGAGEMENT CIVIQUE ET CITOYEN DES FEMMES

Le respect des droits des femmes et des filles est un aspect essentiel de notre société puisqu'il garantit à chacune de vivre pleinement dans un milieu équitable et à l'abri de toutes formes de discriminations que ce soit au niveau de la santé, l'éducation, la participation politique, le bien-être économique et bien d'autres encore. Les femmes et les filles doivent pouvoir bénéficier du plein exercice de tous leurs droits pour ainsi être à l'abri d'inégalités et pour leur donner une voix et le pouvoir d'agir. La société canadienne est engagée dans un mouvement important et historique pour que ce soit effectivement le cas et ce, en respect avec ses valeurs et sa constitution. Car le constat est là, il y a beaucoup à faire¹ :

- ! En 2015, le pays se trouvait au 18^{ème} rang au niveau mondial de l'Indice d'inégalité de genre des Nations Unies, et 35^{ème} rang de l'Indice d'écart entre les genres du Forum économique mondial.
- ! Entre 2005 et 2015, le Canada avait retiré l'égalité des femmes du programme du gouvernement canadien ainsi que du mandat de Condition Féminine Canada. Même si lors des dernières élections fédérales, le Canada a réintégré l'égalité des genres en 2015, l'impact de ce recul perdure en raison des suppressions ou baisses de budget de l'époque qui ont occasionné la fermeture de nombreuses organisations de femmes mais aussi d'établissement.

Les femmes canadiennes ont commencé à obtenir le droit de voter aux élections générales il y a de cela un siècle. Elles ont longuement milité et luttent encore contre des injustices, notamment celles subies par les femmes issues des Premières Nations. Encore aujourd'hui, elles doivent affronter de profondes lacunes qui ne cessent de perdurer. La lutte pour l'acquisition et la préservation de ces droits mais aussi pour l'amélioration des cadres de vie des membres de la communauté passe, entre autres, par l'engagement civique et citoyen. Et les femmes sont très nombreuses à vouloir s'engager, non pas seulement pour elles-mêmes mais pour une meilleure situation pour tous.

La définition suivante de l'engagement civique est proposée par Calgary Immigrant Women's Association dans son guide pour l'engagement civique pour la femme Immigrante : « L'engagement civique signifie la participation de la population aux activités sociales et politiques à l'intérieur de leur communauté et de leur pays. » Pour contribuer à la vie de sa communauté, cet engagement peut revêtir plusieurs formes : le bénévolat, la participation à des conseils d'administration mais aussi l'engagement sur des postes élus de conseillers scolaires, de députés ou désignés comme sénateurs.

¹ <https://www.canadianwomen.org/wp-content/uploads/2018/04/GENC-Environmental-Scan-Report-Final-FR.pdf>

Lorsque l'on parle de nouveaux citoyens, l'engagement civique peut tout à fait être considéré comme le niveau ultime de l'intégration et comme un échelon essentiel de l'exercice plein, entier et réellement à même de faire vivre et perdurer la démocratie représentative canadienne au niveau fédéral, provincial, local et communautaire. Pourtant il est frappant de voir qu'en dehors d'ateliers d'accompagnement à la préparation des examens nécessaires à l'obtention de la nationalité, il n'existe que peu de programmes tournés vers la mobilisation des nouveaux citoyens francophones comme acteurs civiques lors des grands rendez-vous électoraux. L'accent est mis sur le bénévolat comme une façon de s'insérer dans le milieu du travail et acquérir la fameuse expérience canadienne mais peu est dit sur les autres formes d'engagement. Il y a pu avoir des initiatives pour l'intégration de conseils d'administration comme celles lancées par le MOFIF et Ecoambassadeurs du monde sur Toronto mais ces initiatives sont tributaires de financements ponctuels qui ne permettent pas de lancer un mouvement durable.

Lorsque l'on parle des femmes immigrantes et réfugiées, d'autres considérations viennent plus spécifiquement se rajouter au besoin de sensibilisation et de formation comme cela sera abordé au travers des témoignages de femmes et des contenus des discussions plus loin dans ce document.

Pour apprécier la complexité de cet engagement et l'environnement dans lequel évolue la femme canadienne et la femme immigrante qui accède à la citoyenneté, et plus encore dans le contexte de minorité linguistique, il faut parler d'intersectionnalité des enjeux et des réalités qui viennent rajouter autant de défis et d'enjeux dans le chemin des femmes immigrantes et réfugiées nouvellement ou futures canadiennes. C'est ce que les membres du MOFIF, les participantes de tables rondes et les partenaires ont évoqués avec nous à de nombreuses reprises dans le cadre du projet qui a conduit à la publication de ce livre blanc.

PORTRAIT DE LA FRANCOPHONIE, DE L'IMMIGRATION FRANCOPHONE EN ONTARIO ET DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES

Mais avant cela, un rappel en quelques points. De qui parle-t-on ?

- **Qui est francophone en Ontario ?**

En 2009, l'Office des Affaires francophones de l'Ontario s'est doté d'une nouvelle définition inclusive francophone (DIF) à la suite des recommandations émises dans le premier rapport annuel du Commissariat aux services en français. « La DIF intègre, outre les personnes qui ont le français comme langue maternelle, celles n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle, donc les allophones, et qui ont une connaissance

² https://aocvf.ca/wp-content/uploads/2018/04/Infographie-Femmes-francophones-de-lOntario_VF.pdf

particulière du français et le parlent à la maison. Selon la DIF, une famille d'origine sénégalaise, par exemple, qui parle le wolof et le français à la maison, est donc considérée comme francophone. » pour désigner ainsi 622 340 personnes en Ontario. L'Assemblée des Francophones de l'Ontario (AFO) a communiqué dernièrement sur le chiffre de 744 000 Franco-Ontariens en se basant sur l'article 4 du Règlement modifiant les langues officielles d'octobre 2018 (#ONfr, 11 janvier 2019).

La question de savoir qui se sent franco-ontarien, dénomination qui rajoute un aspect culturel, social et politique à la notion de « parler français » est, elle, plus complexe et amène de nombreuses discussions car la composante de la population a bien changé grâce aux immigrants francophones en provenance de plus de 50 pays qui s'établissent en Ontario.

- **Où sont les francophones ?**

Selon la DIF, près de 622 415 francophones habitent l'Ontario, dont plus du tiers dans l'est de la province. Ils sont également fortement présents dans le nord notamment à Sudbury et les régions d'Algoma, Timiskaming et Cochrane. Dans le centre-sud-ouest, la population francophone croît rapidement grâce à la migration interprovinciale et l'immigration, notamment dans la région de Toronto et d'Hamilton. La population immigrante francophone en Ontario représente environ 15 % de la population francophone de la province, soit 92 385 nouveaux arrivants francophones.³ Les données du dernier recensement de Statistiques Canada, indiquent également un nombre de 5 875 résidents non-permanents francophones en Ontario.



Source : Infographie du Commissariat aux services en français (2018)

- **Quelle est la proportion d'immigrants et réfugiés ?**

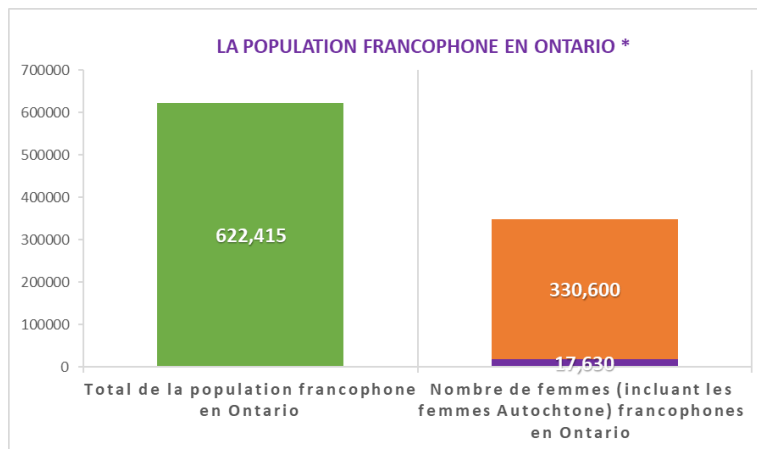
On sait que 21.9 % de la population canadienne a indiqué avoir été reçu comme un immigrant reçu ou un résident permanent, proportion d'immigrants est qualifiée

³ Données présentées dans le rapport annuel Se projeter, préparer (2018) du Commissariat aux services en français.

comme étant la plus forte vague d'immigration depuis 1921. (Dernier recensement de 2016)

- **Et de femmes et de filles francophones immigrantes ?**

En Ontario, la proportion de femmes et de filles francophones en Ontario se chiffre à 330 800. Cette donnée représente plus de la moitié de la population francophone en tenant compte de la définition inclusive francophone. Environ 66 % d'entre elles sont âgées de 15 à 64 ans. Près de 16 % des femmes francophones de l'Ontario se sont identifiées en tant que minorités visibles alors que 17 630 femmes ont déclaré une identité autochtone.



Une très forte augmentation a été enregistrée après les années 1990. Avant 1981, seulement 9 145 femmes immigrantes francophones habitaient en Ontario. Entre 1981 et 1990, ce nombre a diminué de près de la moitié. Aujourd'hui, la proportion des femmes

immigrantes francophones du Canada habitant en Ontario est de 11.7 %. Environ 50 215 femmes immigrantes ont obtenu leurs résidences permanentes. S'y rajoutent 2 980 résidentes non-permanentes. Au moment de leurs arrivées sur le sol canadien, plus de la moitié d'entre-elles sont âgées de 25 à 44 ans. Le nombre de jeunes filles est de 19 350 personnes.

- **Quel est le profil d'éducation et économique des femmes francophones ?**

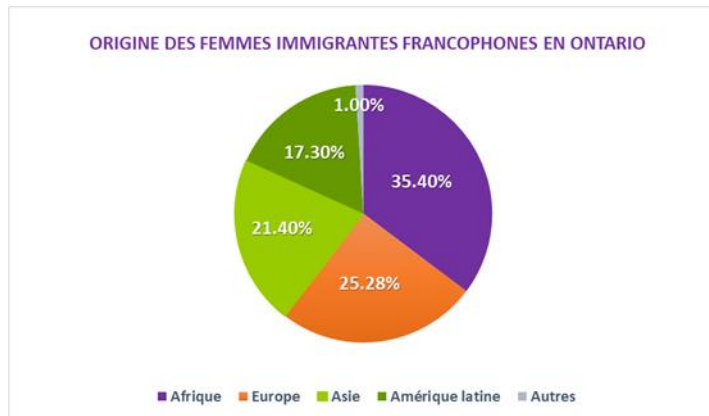
En ce qui a trait à leurs études, 26 % d'entre elles ont un niveau de baccalauréat et supérieur. Une proportion plus élevée de femmes, 31,5 %, ont obtenu un certificat ou un diplôme d'études post-secondaires. Les principaux domaines d'études sont la gestion et l'administration publique, l'architecture, le génie et les métiers du domaine de la santé. Mais bien sûr, dans l'écrasante majorité des vécues, la problématique persistante de la reconnaissance des diplômes et de l'expérience acquise à l'étranger annule ces avantages et le potentiel de contribution de femmes pourtant acceptés comme immigrantes selon les critères des politiques en cours d'immigration choisie et professionnelle.

Au niveau de la situation d'activité professionnelle, environ 55 % des femmes francophones occupent un emploi avec un taux de chômage correspondant à 4 %. 41 % d'entre-elles sont inactives.

De plus, plus de la moitié des femmes francophones de 15 ans et plus ont un revenu de moins de 30 000 \$. Ceci représente plus 145 500 femmes dans cette situation.

- **D'où viennent les femmes immigrantes francophones ?**

L'Ontario accueille une majorité de femmes immigrantes francophones de l'Afrique avec 35,4 %, de l'Europe avec 25,8 % et 21,4 % en provenance de l'Asie. Une autre donnée caractéristique de la diversité de la population francophone immigrante est le pourcentage de femmes francophones qui proviennent de l'Amérique latine : 17,3 %.



LES NOMBREUX ENJEUX DES FEMMES DU CANADA

La discrimination dans le milieu de travail persiste et trop souvent encore, ce qui ne permet pas aux femmes d'accéder à des positions similaires aux hommes. Et pour celles qui obtiendront ces positions, ce sera à un moindre salaire. Il en est de même pour des positions au sein des conseils d'administration dans le secteur corporatif ou seulement 14 %⁴ de femmes occupent des postes dans des conseils d'administration de compagnies canadiennes selon une étude menée par Deloitte en 2018. Cette disparité est encore plus flagrante pour les communautés ethnoculturelles et autochtones. Cette disparité alarmante a généré de nombreuses réactions dans les médias mais également au sein du gouvernement canadien à cause de la faible présence de femmes autochtones ou membres de la minorité visible. En effet, on y retrouve seulement 1.1 % de femmes autochtones et 4.3 % provenant d'une minorité visible. Cette constatation a amené par exemple le gouvernement fédéral à mettre en place la *Loi C-25* en juillet 2018, qui oblige les compagnies canadiennes à instaurer des objectifs précis afin d'augmenter le nombre de femmes présentes dans les conseils d'administration. Les compagnies devront démontrer les progrès liés à cette *Loi* mais risquent également de se faire imposer des objectifs concrets, si le nombre de femmes n'augmente pas après quelques années.⁵ Des efforts importants sont également mis en place au niveau du soutien à

⁴ <https://www.cbc.ca/news/politics/diversity-targets-corporate-board-senate-amendment-1.4510686>

⁵ <https://globalnews.ca/news/3031051/gender-quotas-canada-who-else-has-them-does-we-need-them/>

l'entrepreneuriat au niveau fédéral et provincial, efforts qui touchent de façon croissante les femmes francophones issues de l'immigration mais avec des soutiens très centrés sur Toronto et Ottawa. Le Conseil de la Coopération de l'Ontario avec son mandat plus provincial étend ses efforts sur le centre sud-ouest et nous espérons donc plus de sensibilisation et de réussites dans les villes secondaires comme London, Welland, Hamilton où les femmes immigrantes sont également présentes.

Au niveau de la représentation politique, l'année 2018 a vu se dérouler une élection au niveau provinciale et municipale, cette dernière n'ayant enregistré un taux de vote que de 40 %. Deux femmes francophones issues de la minorité visible ont été élues : Bernadette Clément, nouvelle mairesse de Cornwall et Arielle Kayabaga, élue conseillère municipale à London. C'est un moment historique et qui inspirera sans nul doute, mais il faut aller bien plus loin. Le manque de réseaux et les coûts de participation à des élections peut aussi représenter des freins non négligeables pour l'accès à ces opportunités d'où l'interconnexion avec le développement économique et financier individuel et communautaire pour assurer les financements des campagnes. Au sein des conseils d'administration d'organismes à but non lucratif, nous voyons plus de femmes se présenter également mais toutefois les longues heures passées au travail ou la priorité à la stabilité financière dans un contexte de coût de la vie en augmentation vient menacer ces acquis.

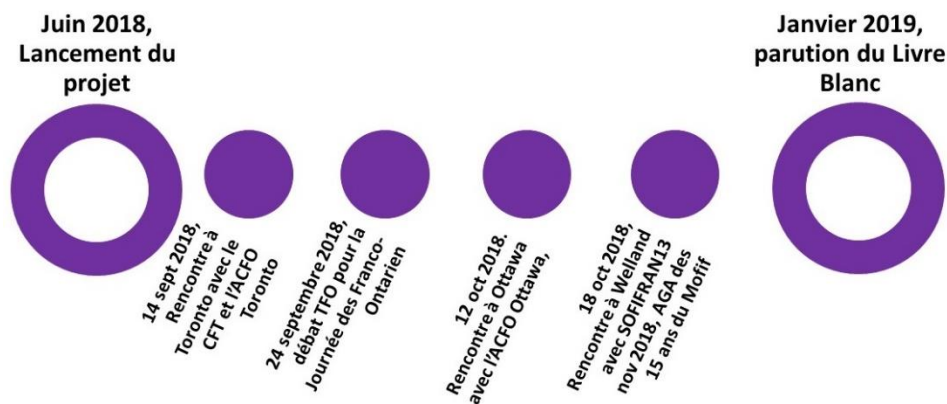
Il ne faut pas non plus ignorer, dans le cas des femmes immigrantes et réfugiées qu'elles peuvent être amenées à associer l'exercice de leurs droits civiques et citoyens au danger dans leur pays d'origine si celui-ci a été réprimé ou étouffé, parfois violemment, avec des emprisonnements par exemple. Les lois, les traditions ou les réalités économiques font aussi que les femmes sont sous-représentées dans nombreux pays du monde au niveau du leadership associatif et politique, freinant les ambitions que les femmes pourraient développer pour elles-mêmes dans leur nouveau pays d'accueil. Mais elles luttent là aussi pour leur place, avec de belles histoires de réussite inspirantes à partager.

Voici donc en quelques lignes le paysage dans lequel cherchent à s'intégrer les nouvelles et futures citoyennes francophones. À voix égales / Equal Voice, organisme pancanadien qui a pour mission de faire élire plus de femmes canadiennes à tous les paliers du gouvernement le dit tout simplement : « Le Canada a besoin de plus de femmes en politique. Dès maintenant. C'est l'équité et l'avenir du Canada qui est en jeu. » Et les femmes immigrantes francophones seront du mouvement.

L'engagement civique et politique et le manque de représentation et de visibilité des femmes immigrantes francophones en Ontario a toujours suscité beaucoup d'intérêt la part du Mouvement Ontarien des Femmes Immigrantes Francophones (MOFIF) car c'est l'impact d'une mobilisation de femmes immigrantes pour modifier une loi au niveau législatif qui est à l'origine de la création du MOFIF, ce que nous rappelle la première co-présidente Florence Ngenzebuhoro, aujourd'hui directrice du Centre francophone de Toronto. Aucun service francophone spécifiquement dédié aux femmes immigrantes n'existant dans les années 90,

c'est un groupe de femmes immigrantes et réfugiées comme elle qui se sont alors tournées vers Action Ontarienne contre la Violence Faite aux Femmes pour voir la possibilité de travailler sur un projet étudiant les conséquences néfastes du parrainage des femmes qui à l'époque était de 10 ans, entraînant une dépendance trop importante et des situations de violence conjugale. C'est suite au succès de cette première initiative et du premier forum communautaire où sont présentées les recommandations de la recherche sur les conséquences du parrainage auprès des femmes immigrantes que le MOFIF sera créé. Depuis, le MOFIF mobilise autour des enjeux touchant les femmes avec des acteurs clés communautaires auprès des instances provinciales et fédérales et auprès des membres de la communauté eux-mêmes au travers de plusieurs outils, formations et actions. Comme par exemple en mars 2018, dans le cadre d'un partenariat avec la radio francophone de Toronto, Choq FM dans le cadre de leur excellente initiative de forum communautaire qui depuis plusieurs éditions déjà donne un espace d'éducation, d'échanges et de débats sur plusieurs sujets de société.

En juillet 2018, le MOFIF a initié le Projet Action Civique Femmes Immigrantes Francophones (ACFIF), financé par le gouvernement de l'Ontario. Cette initiative a pour but de définir pourquoi la femme immigrante a de la difficulté à accéder à certains postes de leadership, en politique ou de siéger sur des conseils d'administration et comment y remédier. C'est ainsi qu'une série de discussions organisée entre juillet et octobre 2018 à Toronto, Ottawa et Welland avec des femmes leaders et engagées de ces régions, a permis de relever les défis et les barrières que vivent ces femmes, tout en proposant des recommandations et des solutions visant à remédier à ces lacunes, exposées dans le présent livre blanc.



Ce livre blanc, une première pour l'organisme, s'arrime parfaitement avec la mission du MOFIF qui donne une voix aux femmes et aux jeunes filles pour se faire entendre, pour s'exprimer et pour partager leurs expériences ouvertement, ainsi que leurs défis et leurs réussites. Le MOFIF permet ainsi de renforcer le besoin d'appartenance à la nouvelle société d'accueil en facilitant l'engagement de la citoyenne vers l'épanouissement et l'autonomie de soi ainsi que

l'expression et la prise en compte de leurs besoins par leurs représentants et leur communauté et en assurant la pérennité du processus civique et citoyen au Canada.

PORTRAITS DE FEMMES LEADERS FRANCOPHONES, TÉMOIGNAGES ET VÉCUS

Afin de brosser un portrait de la situation actuelle et préciser les défis auxquels les femmes immigrantes francophones de l'Ontario font face, nous avons recueilli des témoignages d'une trentaine de femmes francophones lors de discussions animées, montrant le potentiel de chacune d'entre elles mais aussi celui qui pourrait naître de réunions plus fréquentes pour resserrer les liens et engager des actions concertées. Cela a permis une analyse plus exhaustive de leurs besoins mais aussi leurs défis à relever pour une pleine participation à la vie civique et communautaire de la province. Ce n'est qu'en exprimant la réalité que vivent ces femmes que nous serons en mesure d'identifier les solutions visant à mettre en place des conditions favorables pour leur inclusion au sein de la communauté franco-ontarienne par la connaissance de leurs droits ainsi que l'intégration dans leur communauté.

Les femmes réunies lors des rencontres à Toronto, Ottawa et Welland, sont pour la plupart des citoyennes canadiennes qui proviennent d'une diversité de pays francophones dont le Zimbabwe, Congo, Maroc, Burundi, Haïti, Palestine, France et DOM-TOM, Algérie, Sénégal, Belgique, l'île Maurice et de la Guinée et bien d'autres encore.

Toutes ces femmes ont fait face – et continuent de faire face à de dures réalités lors de leurs arrivées au Canada en ce qui a trait à leurs intégrations au pays et l'accès au marché du travail. Ce qui est plus flagrant est le fait qu'elles ont pour la plupart effectué de hautes études et ont vite réalisé que la reconnaissance des diplômes ne serait pas aussi simple que présenté. C'est le cas d'une jeune burundaise de Toronto « qui en appliquant à des positions qui correspondaient à son expérience de travail, elle réalisa rapidement qu'on ne l'appelait pas. Elle a donc commencé à postuler à des positions plus juniors mais elle savait qu'on ne l'appellera pas non plus car son expérience de travail excédait les attentes reliées à l'emploi. C'est sa persévérance et sa passion qui ont fait en sorte qu'elle finisse par décrocher un emploi au gouvernement. Cela dit ce cheminement n'était pas facile car elle savait qu'elle avait toutes les compétences pour obtenir une bonne position mais elle indique qu'on finit souvent à se remettre en question et on se dévalorise. »

Une femme provenant de la France et originaire de la Guadeloupe précise qu'il est essentiel de faire du bénévolat et du réseautage pour trouver un emploi lorsque l'on vient d'arriver au Canada. Elle a obtenu son premier emploi en faisant du bénévolat au Centre francophone, 5 ans plus tard c'est en faisant du réseautage qu'elle rencontre sa future collègue et amie qui lui permet d'obtenir un poste de conseillère en communications au cabinet de la ministre des Affaires francophones.

Selon une jeune entrepreneure de Toronto, la réalité d'un nouvel arrivant francophone est bien plus problématique que beaucoup ne le pensent. Selon elle, les francophones font face à des problèmes d'intégration au Canada même entre francophones. « Nous avons tous un point commun : la langue française mais la réalité est toute autre car nous avons des cultures différentes ce qui crée des silos de communautés francophones surtout à Toronto. Il faut s'unir et s'épauler mais surtout être plus solidaires » selon elle.

C'est le même constat pour une résidente de Durham. « On travaille trop en silo surtout au niveau des organisations francophones. Ayant œuvré dans de nombreux organismes francophones, elle prend la décision de devenir conseillère scolaire et grâce à son engagement et sa persévérance, elle a été élue deux fois dans un conseil scolaire francophone de sa région. C'est le fait de se remettre en question qui l'a poussée à réaliser cela. Elle s'est dit pourquoi pas moi ? C'est ce genre de questionnements qui la pousse à vouloir se lancer en politique dans un avenir proche comme députée provinciale. »

Selon le témoignage d'une autre jeune professionnelle « les défis auxquels les francophones font face sont imposés par le manque de gouvernance et d'appui entre les organismes francophones, notamment dans le domaine des médias. »

Une autre entrepreneure réitère le fait que « *nous voulons tous vivre en français mais que le changement commence avec nous. Nous devons nous entraider et nous aider les uns aux autres tout en demeurant neutre. Selon elle, il est difficile de trouver des solutions si on ne change pas et qu'on n'est pas déterminé.* »

C'est dans la même veine qu'intervient une femme provenant d'Haïti dont le parcours a débuté au Québec avant d'arriver en Ontario. *Ce n'est pas facile de percer mais il faut oser* » selon son opinion. Ce sont ses convictions qui l'ont poussées à s'impliquer dans un centre pour les femmes au Québec. Depuis, elle continue de s'impliquer dans des conseils d'administration. Elle indique que cela n'a pas été facile surtout au niveau politique lorsqu'elle s'est présentée aux élections municipales il y a quelques années. Elle n'a pas réussi à percer dans ce milieu mais cela ne l'a pas empêchée de continuer à s'engager. Elle siège dans des comités importants comme celui du ministère de la santé et des soins de longue durée de l'Ontario en vue d'offrir des recommandations à la ministre de la santé en ce qui a trait la santé des francophones. Elle termine en insistant sur le fait que les problèmes que vivent les femmes continueront à persister si nous ne changeons pas nos stratégies. Selon elle, tous les organismes devraient se réunir pour créer une plateforme pour épauler toutes les initiatives des francophones. Sans une action concertée, il est difficile pour la femme nouvellement arrivée de savoir comment s'impliquer mais surtout par quoi commencer si elle n'a pas l'appui ou des modèles à suivre dans son entourage.

Pour certaines femmes, c'est la passion qui les a amenés à l'engagement mais pour d'autres femmes « *c'est la volonté et la rage de réussir dans un nouveau pays. Il faut certes parfois recommencer à zéro* ».

Les conversations lors de notre rencontre à Welland ont pris une tournure particulière en raison du sentiment d'isolement perçu ou réel des participantes. Celles-ci étaient majoritairement des membres de la communauté sans rôle de leadership - pour l'instant du moins – ce qui a amené une dynamique différente d'Ottawa et Toronto où les participantes étaient déjà engagées d'une façon ou d'une autre. Éloignées des centres urbains, elles se sentent oubliées et exclues de certaines décisions qui ne prennent trop peu en compte les immigrants arrivants dans des plus petites villes. Elles vivent également des barrières particulières pour accéder à certains services comme les transports en commun ou des formations professionnelles ce qui freinent considérablement leur épanouissement économique. Toutefois, nous avons pu voir le grand enthousiasme dont elles faisaient preuve et leur intérêt à développer des solutions adaptées, en se rapprochant de leur représentants fédéraux, provinciaux et locaux par exemple ou d'organisme clé tel que SOFIFRAN. Cela nous conforte dans l'idée que l'accès à des informations et le partage de bonnes pratiques pourraient avoir un impact direct et rapide sur leur vie de citoyenne. Une remarque que nous avons d'ailleurs entendue lors de la consultation.

4.1 Un moteur à l'action : l'appartenance à la francophonie ontarienne

Le 24 septembre 2018 dernier, veille de la Journée des franco-ontariens, le MOFIF avec la collaboration du Groupe Média TFO, organisa un débat à Toronto qui réunit plus d'une soixantaine de francophones, femmes et hommes dont certains n'assistent habituellement pas aux événements francophones, ainsi que deux députées Marie-France Lalonde et Amanda Simard. De nombreux représentants d'organismes francophones comme le Centre francophone de Toronto, l'ACFO-Toronto, l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, Reflet Salvéo, le Collège Boréal et bien d'autres encore, étaient également présents. Très clairement intitulé « Qui est franco-ontarien ? », ce débat n'aura pas permis de faire ressortir une définition unanime, aucun consensus sur la définition n'ayant été obtenu à la fin du débat, mais plutôt plusieurs approches. Le simple fait d'aborder frontalement le sujet permettra de nouvelles discussions où chacune se sentira à sa place. En effet, afin de comprendre le contexte dans lequel vivent les femmes immigrantes francophones, il était plus que nécessaire de prendre le pouls de la communauté francophone face à l'identité franco-ontarienne qui au cours des dernières années, s'est véritablement diversifiée. Plus cette identité sera inclusive et ouverte, plus les femmes immigrantes et réfugiées seront en mesure de se sentir libres de se présenter et d'être soutenues par la communauté francophone. Sur l'ensemble des témoignages, nombreux étaient mitigés à l'idée de se considérer comme étant un Franco-ontarien. Certains ressentent une culture imposée alors que d'autres l'affichent très fièrement en indiquant qu'ils ont travaillé trop fort pour la francophonie et qu'ils méritent donc d'en faire partie. D'autres indiquent qu'ils ne se sentent pas inclus par la communauté francophone car ils sont toujours catégorisés comme étant des nouveaux arrivants, même après des décennies sur le sol canadien.

Le témoignage de Fété rappelle que les nouveaux arrivants doivent avant tout connaître et porter un intérêt à l'histoire de la francophonie ontarienne. « *Nous devons en tant qu'immigrants reconnaître qu'il existe un peuple qui a sa propre histoire, sa culture... je suis*

immigrante et pas si immigrante que ça. Je suis une personne d'expression française et nous avons le français comme un patrimoine que nous partageons et on doit respecter le peuple franco-ontarien et qui veut devenir franco-ontarien, doit apprendre la culture, l'histoire de ce peuple là avant. »

En ce qui a trait à l'implication et la place des femmes immigrantes francophones en Ontario, le constat est clair, elles sont peu et pas présentes dans la sphère politique et communautaire. D'après elle, les femmes immigrantes sont des personnes déterminées mais doivent malheureusement franchir des barrières. *« Il faut d'abord et avant tout bien se sentir bien dans sa peau pour aimer ce qu'on fait et le faire avec passion... Ensuite, elle doit dépasser la peur de la nouveauté, d'un nouveau pays, la langue... Elles doivent s'impliquer, elles doivent recevoir de la formation notamment en gouvernance. Elles doivent accepter le fait de faire des formations et d'être participatives.»*

Pour Arielle, c'est sa détermination qui lui a permis de se lancer dans le monde politique mais indique ouvertement *« que c'est dur, mais pour moi c'est toujours quelque chose que j'ai aimé faire dans ma communauté... Je m'engage dans ma communauté, je suis présente, je vis dans cette communauté et je veux contribuer à cette communauté. Je me suis présentée pour plusieurs raisons... souvent quand tu t'assois à une table pour prendre des décisions. Souvent il faut se poser la question, qui n'est pas à la table ?... Donc j'ai toujours voulu voir de nouvelles représentations dans nos gouvernements à London et j'ai toujours voulu voir d'autres gens s'impliquer. J'attendais, j'attendais et à un moment donné... j'ai décidé de me lancer. »*

Une des participantes du public lance un dernier rappel à la communauté en demandant aux femmes de continuer de s'impliquer afin que l'on puisse voir plus de personnes comme Arielle présentes et visibles en politique. Elle ajoute qu'il est important de soutenir les personnes qui prennent la décision de s'impliquer que ce soit au niveau politique ou communautaire. Une autre participante du public insiste sur « l'importance de réseauter qui peut faire une différence au niveau politique et communautaire. Il faut selon elle, créer un réseau de femmes et d'hommes afin de s'entraider mutuellement. »

4.2 Un manque à combler : La connaissance du milieu et des ressources disponibles

Lorsqu'un immigrant arrive dans une province comme l'Ontario, encore nombreux sont ceux qui ne connaissent pas l'existence des communautés francophones. Les informations manquent et la mise en place d'un bureau d'accueil en français par le Centre francophone de Toronto à l'Aéroport Pearson constitue enfin une excellente nouvelle. L'apprentissage de l'anglais devient leur principal objectif en vue de s'intégrer à la société canadienne et au marché du travail, majoritairement anglophone ou bilingue dans le centre sud-ouest. Aussi, la nouvelle arrivante peut se retrouver isolée et n'est pas en mesure de savoir ce qui se passe dans la communauté ou même de connaître ses droits en ce qui a trait aux services en français en Ontario, mais aussi au logement, à l'éducation. La femme peut se retrouver encore plus isolée si elle ne sait pas qu'elle a la possibilité de s'exprimer dans la langue française si elle choisit une école francophone pour ses enfants ou à même d'identifier un centre de santé pour obtenir des soins

dans sa langue officielle de préférence. Dans certaines situations, c'est le partenaire ou une personne de l'entourage qui prend le rôle de l'interprète car ils ne savent pas qu'ils sont en mesure d'obtenir des services en français dans les régions désignées de l'Ontario⁶. Une femme d'Ottawa, lors d'un témoignage qui ressemble à des centaines d'autres déjà entendus, indique avoir eu accès à l'information dont elle avait besoin grâce à un réseau de personnes qui provenaient de son pays. C'est le bouche à oreille qui l'a aidé comme trop souvent.

Mais gardons-nous des généralisations. Certaines recherchent leur communauté d'origine pour du soutien et de l'orientation. D'autres la fuient. Une autre participante aux discussions d'Ottawa qui a indiqué ne pas vouloir se mélanger avec des personnes de sa propre culture car elle se sent jugée dans ses choix qui sont parfois perçues comme allant à l'encontre de sa culture et de sa religion. Ainsi, elle ne connaît toujours pas la communauté de son pays d'origine et a donc pris la décision de s'impliquer plutôt au sein de sa communauté franco-ontarienne, choisissant d'être unie par la langue. Celle-ci a également évoqué des situations de racisme latent ou clairement exprimé. Elle explique que lors d'un événement, alors qu'elle discutait avec un membre de la communauté francophone, celui-ci s'est retourné et a indiqué en anglais à une francophone derrière lui – pensant ne pas se faire comprendre par la participante - qu'il fallait qu'elle fasse attention car elle pourrait se faire voler son emploi par la nouvelle arrivante...

Dans tous les cas, l'accès à l'information est un grand défi. Il existe de nombreux services qui pourraient les appuyer mais la dispersion et la confusion dans l'offre empêchent l'accompagnement efficace. Toutes les femmes s'entendent sur le fait que l'information semble « souterraine ». À moins de prendre l'initiative de faire du bénévolat ou de travailler pour un organisme communautaire pour y trouver du soutien et de l'information à propos de ses propres droits, il est difficile d'accéder à ces informations, voire impossible de s'impliquer ou de faire valoir ses droits selon certaines femmes. Paradoxalement ces frustrations peuvent finalement créer l'envie de s'engager pour améliorer la situation.

C'est le cas d'une résidente d'Ottawa qui insiste sur le fait de réseauter, qui permettra aux femmes de mieux s'intégrer à la société d'accueil mais encore faut-il qu'elles sachent qu'elles peuvent le faire. Selon elle, « il est important de s'imposer et ne pas s'empêcher de poser des questions. Et de ne surtout pas se minimiser. L'accès à de l'information ou un service peuvent parfois prendre du temps d'où l'importance de persister. »

La maîtrise de la langue anglaise semble toutefois encore plus incontournable dans le cas des communautés de nouveaux arrivants francophones dans des villes encore non-désignées comme Welland. Alors même que celles-ci offrent des conditions de vie et de coût de la vie plus abordables pour des nouveaux arrivants, ceux-ci se heurtent à l'absence de service en français, pourtant langue officielle du pays, une situation difficile à saisir pour les participantes.

⁶ <https://www.ontario.ca/fr/page/services-gouvernementaux-en-francais>

4.3 Des barrières persistantes ou inattendues

Grâce à ces consultations, les femmes souhaitent interpeller les instances politiques et communautaires afin que celles-ci prennent conscience du pouvoir d'influence des femmes immigrantes francophones et de leur capacité de susciter un réel apport dans la société. Selon elles, le temps est venu de mettre en place des stratégies concertées, afin de favoriser l'ascension des femmes immigrantes francophones au sein de la vie politique et communautaire.

Certaines barrières ne sont pas directement liées à la participation civique mais les gênent grandement comme celles touchant à l'indépendance économique des femmes. Un des aspects qui constitue un véritable défi est la reconnaissance des diplômes. Les femmes ont pour la plupart effectués de longues études dans leurs pays mais ne parviennent pas à trouver de l'emploi selon leurs compétences. Elles sont parfois tentées de postuler à des niveaux d'emplois moins élevés afin d'accéder au marché du travail. Certaines femmes ont indiqué que leurs candidatures dans des postes de conseils d'administration bénévoles étaient également difficiles car elles font face à des défis qui ne leur permettent pas de pleinement s'engager d'un point de vue économique et social.

La plupart des femmes présentes dans toutes les villes ont indiqué que le fait de ne pas être à l'aise de s'exprimer dans la langue anglaise afin de communiquer avec des anglophones engendre une véritable barrière à l'implication dans des conseils d'administration où la majeure partie des membres sont anglophones. Certaines femmes ont pu le faire mais elles ont dû s'imposer pour démontrer leurs capacités à contribuer à l'enrichissement du groupe.

Une jeune femme d'Ottawa a indiqué vouloir s'impliquer dans des conseils d'administration francophones mais qu'elle trouvait cela déconcertant que le fait qu'elle soit issue d'un autre pays, fasse en sorte qu'on a toujours tendance à vouloir les répertorier les nouveaux arrivants dans des domaines en relation avec l'immigration. « Pourquoi ne sommes-nous reconnus selon nos expertises que ce soit dans le domaine de la justice, la santé ou autre ? Elle ajoute que même en faisant du bénévolat, on ne reconnaît pas les études pour la simple raison qu'on n'a pas cette fameuse expérience canadienne. »

Ces exemples particuliers mettent à jour la double barrière que vivent les femmes immigrantes francophones : celle de faire reconnaître leurs compétences dans le milieu anglophone mais aussi – ne nous le cachons pas – celle de devoir être reconnue pour ses compétences au sein de la communauté franco-ontarienne et au sein d'un leadership en cours d'ouverture mais où les étiquettes sont tenaces.

LUEURS D'ESPOIRS : L'IMPLICATION DANS LA VIE POLITIQUE POUR INFLUENCER ET DECIDER

Lors des dernières élections provinciales en juin 2018, la province de l'Ontario a vu un nombre record de femmes se présenter à l'Assemblée législative. Presque 45 % des candidats des trois principaux partis étaient des femmes⁷. Parmi elles, nous retrouvons quelques femmes francophones mais qui sont nées au Canada. D'autres sont des femmes immigrantes anglophones.

Les récentes élections municipales d'octobre 2018 ont également permis à de nombreuses femmes de se faire élire à des postes de conseillères municipales ou même comme maire. Il faut notamment souligner la nomination de deux femmes francophones issues d'une minorité visible, Arielle Kayabaga et Bernadette Clément. Leurs élections n'ont pas été faciles, et cela en raison de nombreuses barrières. Ces deux nominations sont des moments historiques dans les villes de London et Cornwall. Bernadette Clément, dans un récent article d'ONFR⁸, exprimait son opinion sur les raisons pour lesquelles les femmes ne se lancent pas en politique. Elle indique « Il y a eu du progrès. Quels que soient les partis politiques, on sent une ouverture. Et chez les électeurs, il y a aussi un engouement. Mais il y a encore trop de barrières ! Les deux principales sont les obligations familiales et l'aspect financier. C'est difficile de se lancer en politique quand on a des enfants et un travail. Ça prend également de l'argent pour mener une campagne...». Pour Arielle, « Il manque beaucoup de voix autour de la table, celle des femmes, des minorités visibles, de la jeunesse... Actuellement, les décisions sur l'avenir de notre ville sont prises par des gens beaucoup plus vieux, alors que c'est nous qui aurons à vivre avec, le plus longtemps! ».

De toute évidence, certaines portes semblent s'ouvrir un peu plus pour les femmes au niveau politique. Certaines femmes leaders questionnées sur le sujet lors des rencontres, et ce dans les trois villes, ont indiqué qu'elles étaient intéressées par la politique mais ne savaient pas par quoi commencer car elles connaissaient peu le milieu politique. Une participante à la consultation de Toronto a pu partager son expérience de candidate comme conseillère municipale à Toronto mais sans succès pour cette première tentative.

Tel qu'indiqué précédemment, une participante a réussi à se faire élire comme conseillère scolaire dans un des conseils scolaires francophone. Son prochain objectif : se faire élire députée provinciale. Elle explique également que l'on n'aboutira à rien si on n'essaye pas et qu'on ne prend pas de risques. Elle ajoute que « les femmes ont besoin de modèles dans la communauté pour se lancer en politique ou dans des conseils d'administration mais qu'elles doivent être plus outillées sur les façons de s'impliquer. Sans modèles, il est difficile

⁷ <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1101898/parite-homme-femme-elections-ontario>

⁸ <https://onfr.tfo.org/de-nouvelles-voix-municipales-pour-les-francophones/>

d'encourager les femmes et les jeunes filles francophones d'oser prendre leurs places dans des postes décisionnels. » Elle termine en indiquant que pour percer dans des postes influents, il faut converser avec la communauté anglophone et de ne pas avoir peur de partager ses opinions.

5.1 La représentation et la visibilité des femmes immigrantes

Malgré les barrières que rencontrent les femmes, il est tout de même important de souligner les initiatives et les organisations qui soit apportent un soutien direct à la femme immigrante francophone ou soit peuvent avoir une influence directe sur l'implication de celle-ci dans la communauté ou dans la vie politique.



Depuis plus de 15 ans, le MOFIF a pour mission de veiller à mettre en place des conditions favorables pour les filles et les femmes immigrantes francophones. Ce mouvement est le seul organisme qui se focalise sur la femme francophone dans toute sa diversité au niveau provincial en Ontario. Que ce soit par la recherche et la création d'outils de formation pour sensibiliser les femmes et la communauté, le MOFIF s'est taillé une place prépondérante dans l'intégration des femmes immigrantes francophones. Grâce à des projets de grande envergure comme le Projet Trillium « Savoir, c'est Pouvoir et Agir » qui a permis à plus de 70 femmes en Ontario de s'outiller afin de s'engager dans la communauté et de la trousse de formation pour les intervenantes auprès des femmes victimes de guerre.

D'autres projets ont aussi permis de jumeler des jeunes filles avec des aînées afin de leur permettre de mieux s'intégrer en Ontario. Le MOFIF s'est construit une excellente réputation dans le cadre de projets de recherche dédié à l'accroissement de la prospérité économique des femmes immigrantes francophones ou sur l'adaptabilité des services en français en matière de violence familiale envers les femmes immigrantes francophones. De nombreuses campagnes de sensibilisation ont également été menées par le MOFIF et ses partenaires comme le Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI) avec la publication d'un roman graphique de récits d'immigrantes résilientes et le développement d'outils dédiés spécifiquement à la prévention face au harcèlement sexuel dans le milieu du travail. Tout récemment, le MOFIF a pris l'initiative de reconnaître les pionnières d'ici et de célébrer les réalisations cinématographiques des canadiennes et de toutes les femmes dans le cadre du mois de l'histoire des femmes au Canada avec le lancement de Journées audiovisuelles qui ont permis à des femmes de découvrir un cinéma engagé par l'entremise de projections d'œuvres de femmes réalisatrices d'origines culturelles diverses. Le festival était bilingue afin de créer des ponts et des échanges entre les deux communautés.

Enfin, les différentes initiatives lancées ces derniers mois ont permis d'identifier des femmes engagées et surtout de voir les possibilités qui résulteront des connections créées entre elles d'une ville à l'autre. Lors de nos consultations par exemple, il a été frappant de voir que peu de femmes leaders issues de l'immigration avaient eu l'occasion de rencontrer, d'échanger ou même de simplement identifier les femmes des autres villes. Les médias francophones en ligne et les réseaux sociaux pourraient lever cette barrière de la distance et permettre des rapprochements et des collaborations.

Ces quelques actions ont déjà permis d'éveiller les consciences et d'ouvrir sur les possibilités d'engagement : un sondage diffusé en ligne en avril 2018 a rencontré un certain succès et a entraîné la publication de nombreux articles.



Parmi de nombreuses initiatives locales ou régionales, notons au niveau économique, celles dédiées à la reconnaissance du leadership des femmes ou pour offrir des opportunités de rencontres. Il existe par exemple, à Ottawa, le Regroupement Affaires Femmes (RAF) qui a été créé par et pour les filles et femmes noires franco-canadiennes afin de faire rayonner le potentiel des jeunes filles et femmes issues de parents noirs dans la francophonie canadienne. Cela est notamment possible grâce au Gala du RAF qui permet de reconnaître des femmes exemplaires de la communauté depuis 2006. Ou encore les initiatives d'Afropolitain avec des prix de reconnaissance, d'Oasis Centre des femmes et le gala Femmes en Or Entrepreneures sur Toronto ou de la Passerelle IDE avec le lancement de son Prix Inspirations Ontario. Toutefois, ces initiatives doivent pouvoir être soutenues fortement et surtout reliés entre elles afin que les femmes - organisatrices et participantes – n'aient pas l'impression d'être seules mais au contraire de contribuer à un mouvement de changement.

5.2 Contrer la violence faite aux femmes

On le sait, la violence faite aux femmes – et sous toutes ses formes - est un frein majeur à la sécurité physique, émotionnelle, sociale et économique des femmes tout autant qu'une raison majeure de leur entrée dans l'activisme et l'action civique comme le démontrent en outre les

mouvements sur les médias sociaux et les marches. À l’instar de nombreux CALACs, Oasis Centre des femmes a vu le jour, il y a plus de 20 ans, à la suite d’une étude effectuée par le Toronto Rape Crisis Center et par des membres de la communauté francophone afin de répondre aux besoins de services destinés à des femmes francophones victimes de violence. Aujourd’hui le centre offre plusieurs services destinés aux femmes immigrantes en leur offrant un accueil et un soutien individuel dans la revendication des droits en ce qui à trait les démarches à l’immigration ainsi qu’un appui au niveau des services sociaux et rendez-vous médicaux et légaux. Oasis a également créé l’activité communautaire Action Femmes qui permet aux femmes de briser l’isolement et d’accéder à de l’information pour faciliter leur intégration en Ontario. Une ligne de téléphone, la Ligne Fem’aide offrent un soutien inestimable aux femmes francophones touchées par la violence qui ont ainsi la possibilité d’accéder à une ligne d’écoute et d’aiguillage 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

5.3 Les engagement des gouvernements et des institutions

En 2012, le gouvernement provincial s’était fixé la cible de 5 % en matière de recrutement d’immigration francophone en Ontario. En 2014, cet objectif était loin d’être atteint puisque seulement 2,2 % de la population immigrante avait le français comme langue officielle parlée selon les données du gouvernement. L’annonce de la réinsertion du programme Mobilité francophone était une belle occasion pour les nouveaux arrivants de venir travailler en Ontario, puisque 955 demandes de résidence ont été approuvées. En ce qui concerne l’Entrée express, près de 3,9 % des personnes invitées parlent le français.

Qu’en est-il exactement des nouveaux arrivants lorsqu’ils vivent en Ontario ? Pour répondre à cette question, un Groupe d’experts sur l’immigration a été mis en place par l’ancien Ministère des Affaires civiques et de l’Immigration afin de proposer un plan permettant de répondre aux défis en matière de promotion, de recrutement, de sélection, de l’établissement et de l’intégration. Depuis, de nombreuses initiatives ont été mises en place, telles que la création d’un guichet d’emploi francophone à Thunder Bay ; le remaniement d’une plateforme Web dédiée à l’immigration pour attirer les étudiants et étudiantes francophones qualifiés à Sudbury ; le programme de formation relais qui soutient ACCES Employment et les événements de mentorat éclair en français avec la collaboration du Collège Boréal qui permet aux francophones de développer leur réseau professionnel et de recevoir des conseils pratiques sur leur carrière et bien d’autres encore. Des initiatives au niveau fédéral incluent également l’initiative des communautés accueillantes. Une bonne intégration peut et doit démarrer dès l’arrivée sur le sol canadien, donc à leur arrivée à l’aéroport. La récente annonce du gouvernement que le Centre francophone de Toronto aura la charge d’offrir un soutien aux nouveaux arrivants francophones à l’Aéroport Pearson est une excellente nouvelle puisqu’il sera en mesure de mieux les aiguiller vers les services pertinents en français après des années ou les immigrants francophones étaient référés à des organismes anglophones et trop d’entre eux ne découvraient l’existence de services en français par le bouche à oreille.

Depuis les dernières élections provinciales, il n'existe plus de ministère dédié à l'immigration en Ontario, les attributions de celui-ci étant maintenant partagées entre 3 ministères. Il ne faut pas tenir sous silence, qu'après les signaux positifs envoyés ces dernières années, les récentes coupes budgétaires opérées par le gouvernement de l'Ontario à l'égard de projets francophones envoient un message d'abandon de la communauté d'où les nombreuses manifestations et mobilisations qui ont suivi ces annonces et auxquelles de nombreux membres de la communauté francophone immigrante ont participé. L'impact de ces mesures et du mouvement qui a suivi sur les femmes immigrantes francophones et leurs prochaines participations civiques et citoyennes est encore à observer mais l'on note déjà un regain d'intérêt et des questionnements autour de nombreux enjeux ontariens mais aussi internes à la communauté francophone.

5.4 Un indispensable à actualiser : La *Loi sur les services en français*

La *Loi sur les services en français de l'Ontario* permet aux résidents de l'Ontario d'avoir un accès aux services en français dans les bureaux du gouvernement provincial situés dans les régions désignées. En 2007, le Commissariat aux services en français de l'Ontario a été créé afin de veiller à ce que la population de la province reçoive des services en français là où elle y a droit. Les Ontariens et les Ontariennes ont donc la possibilité de porter plainte auprès du Commissariat, s'ils ne parviennent pas à recevoir des services en français s'ils demeurent dans une région désignée. Cela dit, la récente décision du gouvernement de transférer les services du Commissariat au sein de l'Ombudsman de l'Ontario pourrait potentiellement affaiblir l'accessibilité aux services en français en Ontario. La transition aura lieu au mois de mai 2019 et il sera important d'y porter une attention particulière notamment en ce qui concerne les services auprès des femmes francophones.

5.5 Une opportunité forte : Le statut de membre auprès de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF)

En 2016, la province de l'Ontario a été acceptée comme un nouveau membre observateur de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Ce nouveau statut tombe à pic, puisqu'elle permettra très certainement de susciter un meilleur recrutement au niveau de l'immigration francophone mais sera porteur de belles initiatives comme la récente délégation des femmes à Bucarest qui avait pour objectifs de partager les meilleures pratiques mais surtout d'identifier les politiques et les initiatives des pays francophones qui sont en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau économique. Cette conférence a permis l'élaboration d'un Plan d'action francophone pour l'autonomisation économique des femmes en vue de l'élaboration d'une stratégie francophone pour l'égalité entre les deux sexes. C'est là une occasion unique de bénéficier de stratégies gagnantes auprès des autres pays membres en côtoyant d'autres organismes qui effectuent le même travail, en ce qui concerne l'intégration des nouveaux arrivants et plus particulièrement les femmes. C'est aussi une occasion à ne pas manquer de bâtir des ponts économiques entre les communautés d'entrepreneures par exemple et favoriser ainsi la création de richesse par l'import et l'export avec les pays

francophones. Une occasion qui ne devra pas être manquée par une perte de momentum ou un recul de l'engagement de la province.

LES SOLUTIONS

Les six pistes de solutions présentées ci-dessous reflètent les discussions et suggestions des femmes immigrantes francophones présentes lors des 3 panels de discussion. Nous croyons que ces premières étapes seront cruciales et nécessaires lors des prochaines élections fédérales. D'ailleurs, à la suite de ces élections, nous serons en mesure d'évaluer et de démontrer l'efficacité de ces actions proposées et mises en œuvre par le MOFIF avec le soutien des gouvernements des deux paliers.



1. Le guide de l'engagement civique

Solution : les femmes immigrantes francophones ont mentionné le manque de ressources disponibles afin de mieux comprendre le système canadien. Un guide de l'engagement civique et citoyen, s'inspirant d'une initiative développée auprès de la population immigrante de Calgary, sera développée et diffusée avant les élections fédérales auprès des femmes immigrantes et des organismes leur offrant des services. Cet outil sera une base pour des séances d'information et des discussions.

Les témoignages ont également permis d'identifier la nécessité de répertorier les services et les ressources disponibles en Ontario afin de permettre aux femmes d'avoir accès à tout ce dont elles ont besoin pour connaître leurs droits et recevoir un accompagnement adapté pour leur épanouissement. Ce guide permettra non seulement de répertorier les informations pertinentes mais servira de guide de formation afin de s'outiller pour pleinement exercer leur

citoyenneté mais surtout pour contribuer à l'engagement civique en impliquant les femmes immigrantes francophones. Ce répertoire devra être innovant et interactif permettant aux femmes de repérer les services qui peuvent les appuyer dans le cadre de leur intégration. La création de ce guide sera encore plus riche et diversifiée si tous les organismes francophones et anglophones sont impliqués dans la publication, la promotion et la distribution.

2. La mise en place d'une plateforme destinée aux femmes immigrantes francophones

Solution : les femmes ressentent le besoin de se retrouver afin de partager leurs expériences. Tous les témoignages démontrent à quel point il est difficile pour les femmes d'accéder à de l'information mais aussi d'en discuter et d'échanger sur leurs difficultés quotidiennes et les solutions qu'elles aimeraient développer que ce soit au niveau professionnel, social ou civique. Cette plateforme pourrait notamment offrir un espace de réseautage et d'échanges entre les femmes. Cet espace virtuel permettrait également de favoriser la création de cercles locaux et la diffusion de webinaires et de vidéos. Il pourrait enfin faciliter les relations de mentorat formel et informel avec des femmes qui peuvent servir de modèles et offrir des conseils en vue de générer une mobilisation de jeunes femmes en les incitant et les guidant à façonner l'Ontario de demain.

Il y aurait de l'intérêt pour le MOFIF de planifier des sessions de formations pour obtenir des certifications reconnues en Ontario qui permettraient aux femmes de se doter de nouvelles compétences comme la gouvernance ou le leadership. La collaboration avec des collèges et le gouvernement seraient donc de belles avenues pour créer des programmes destinés aux femmes.

3. Mobilisation des parents pour s'assurer de leur engagement au sein de conseils d'administrations de leurs régions et dans le cadre des conseils scolaires

Solution : les francophones immigrants sont, à l'image des francophones de la province, très éparpillés géographiquement. Toutefois la grande majorité d'entre eux inscrivent leurs enfants au sein des conseils scolaires francophones de la province – quand ils ont eu connaissance à temps de leur existence. Travailler avec les conseils scolaires de la province pour la mise en place d'ateliers tournées vers les mères nouvelles arrivantes et leurs partenaires pourraient être une avenue efficace pour toucher les parents et les accompagner dans leur plan d'engagement civique. Des formations adaptées sur l'intérêt de participer à des conseils d'administration d'organismes francophones mais aussi anglophones de leur région ainsi que sur le rôle des conseillers scolaires, en amont des élections, pourraient augmenter significativement l'identification de candidats potentiels et leur réussite par un accompagnement adapté. Les aspects liés à la mobilisation de donateurs seraient également abordés afin de créer de nouvelles solutions pour les financements de projets et de campagnes.

4. Formation de formateurs, intervenant.e.s dans les centres d'emploi et d'établissement pour augmenter le nombre de personnes sensibilisées

Solutions : il y a un besoin d'accompagner les nouveaux arrivants dans l'exercice de leur citoyenneté. Les organismes offrant déjà des services de préparation à l'acquisition de la citoyenneté pourraient élargir leur offre car l'autre point de rencontre des femmes immigrantes et réfugiées et des nouveaux citoyens sont les organismes de centre d'emploi et d'établissement. Des formations adaptées pourraient être offertes à leurs intervenants de premières lignes sur l'engagement civique et citoyen des nouveaux arrivants. Des outils de sensibilisation comme des affiches et des guides du participant pourraient compléter le dispositif de sensibilisation de leur clientèle.

5. Organisation de débats lors des différents paliers de participation démocratique par le vote

Solution : Nous avons pu le voir lors de nos activités, celles de partenaires et bien sûr, lors des mobilisations relatives à l'annulation des financements de l'UOF et du Commissariat des services en français : il y a un grand besoin de membres de la communauté de s'informer, d'échanger et de faire entendre leur voix. Ces débats pourraient être d'excellentes opportunités d'engagement, de partage et d'élargir la palette d'outils à disposition des nouvelles arrivantes pour faire entendre leurs voix et faire mieux comprendre leurs préoccupations quotidiennes aux organismes associatifs, aux institutions et aux candidat.e.s appelé.e.s à les représenter.

6. Mobilisation des jeunes femmes pour encourager leur engagement et susciter des changements pour la prochaine génération

Solution : les jeunes filles et femmes nouvelles arrivantes veulent s'assurer de trouver leur place dans leur société d'accueil et de pouvoir s'y épanouir. Il en est de même pour les enfants nés au Canada de parents immigrants. Ce sentiment d'appartenance pourra être assuré par les actions mises en place pour assurer leur inclusion et la reconnaissance de leur identité et de leurs besoins. En appuyant les initiatives déjà en place et en soutenant l'émergence de leaders venant d'une génération de jeunes outillées s'affirmant au sein de leur société, nous voulons nous assurer que cette génération ne vive pas les mêmes difficultés à faire entendre leur voix.

CONCLUSION

Après une fin d'année 2018 sous le signe des revendications pour sauver l'université de l'Ontario français ainsi que le Commissariat aux services en français, nous anticipons une continuité dans la mobilisation des francophones lors des prochaines élections fédérales d'octobre 2019 pour notamment défendre les services en français. Voter est à la fois un droit, un devoir et également un pouvoir que les francophones ont entre leurs mains, surtout lorsque leur voix devient inaudible auprès de ses représentants au sein du gouvernement et des institutions.

Les femmes immigrantes francophones, citoyennes depuis de nombreuses années ou citoyennes depuis peu auront un rôle important à jouer cette année. En effet, elles iront voter le 21 octobre 2019 et elles pourront aussi s'impliquer en tant que bénévole pour supporter un.e candidat.e ou bien se présenter elles-mêmes comme candidates pour représenter une circonscription. D'ailleurs, tout au long de ce projet, nous avons entendu des femmes leaders, engagées dans leur communauté et prêtes à faire « bouger les choses » en tant que futures élues. Cependant, l'aspect financier et le manque de réseau au sein d'un parti politique est un problème qui pèse particulièrement sur ces femmes en plus du défi d'être une femme immigrante. Pour cela, le MOFIF encourage leur participation active sur tous les plans en mettant en place un accompagnement et des ressources adaptées pour garantir leur succès.

Les efforts et les actions du MOFIF ne pourraient aboutir sans le soutien financier des ministères clés au niveau fédéral et provincial (réf. note en annexe), car nous le savons, seule une mobilisation conjointe des ministères ouvrira des portes et permettra des avancées concrètes. Par ailleurs, le livre blanc est présenté stratégiquement en amont des prochaines élections en plus de s'aligner avec les récentes mesures du gouvernement fédéral envers la place des femmes dans notre société, pour justement interpeller les ministères à quelques mois des élections. Dans l'optique de préparer les femmes à prendre des décisions éclairées, le MOFIF travaillera également en collaboration avec d'autres organismes de la province comme le réseau des ACFO, les organismes de femmes et les organismes offrant des services d'établissement pour développer des outils de formations et des ressources efficaces à la disposition des électrices et de leur entourage.

Enfin, en gardant les femmes immigrantes francophones informées, nous serons en mesure de contribuer à leur épanouissement, favoriser leur meilleure intégration sous toutes ses formes en plus de faciliter leur développement personnel et professionnel. De plus, en se projetant sur le moyen et le long terme, nous pouvons déjà imaginer que ces mesures entraîneront des changements positifs dans notre société, laissant la place à plus de femmes et de jeunes femmes dans des conseils d'administration, des conseils scolaires et d'autres postes de leadership. Apportant une expérience riche et perpétuant les valeurs d'engagement communautaire chère aux femmes immigrantes et à leur communauté d'accueil.

« Tant que nous n'aurons pas toutes réussi, aucune de nous n'aura réussi. »

Rosemary Brown, Mère fondatrice, Fondation canadienne des femmes

« Là où tu es semé, il te faut fleurir. Encore faut-il que tu sois accepté là où tu es semé. »

Fété Ngira-Batwaré Kimpiobi

REMERCIEMENTS

- Aux organismes partenaires ACFO Ottawa, ACFO Toronto, SOFIFRAN
- Au Centre francophone de Toronto qui nous a accueillis dans ses locaux lors du premier panel de discussion à Toronto.
- A l'Assemblée des Francophones de l'Ontario et à l'AFFC pour les échanges enrichissants et le partage d'expertise.
- Aux partenaires médias Groupe média TFO et Choq FM ainsi qu'aux médias francophones - Radio Canada et les journaux des régions du centre-ouest et de l'est qui ont fait la promotion du projet du livre blanc dans la province.

Nous remercions très chaleureusement toutes les participantes aux panels de discussion de Toronto, Ottawa et Welland :

Liste des noms par ordre alphabétique

Alaa Hejji, Welland
Assiatou Diallo, Toronto
Christelle Maechler, Toronto
Darling Emile, Toronto
Djia Mambu, Toronto
Falone Shimba, Toronto
Florence Ngenzebuhoru, Toronto
Grace Busanga, Ottawa
Harmelle Val, Welland
Isemene Fourose, Welland
Kettia Zephir, Welland
Laetitia , Ottawa
Marie Dominique Laborde, Welland
Marlène Remy Thelusma, Toronto
Mavis Mataga, Welland

Miriam Kapisavahnu, Welland
Nezilia Jean Charles, Welland
Nyarai Kapisavanhu-Forestieri, Welland
Olga Lambert, Toronto
Oureye Seck, Toronto
Pamella Mubeza, Ottawa
Prisca Ushe, Welland
Rym Ben Berrah, Ottawa
S., Toronto
Shela Pascal, Welland
Sidonie Sala, Ottawa
Soukaina Boutiyep, Ottawa
Valerie Assoi, Ottawa
Yvette Yende-Ashiri, Ottawa
Zahirah Atchia, Toronto



ANNEXES – COUVERTURE MÉDIATIQUE

Quelques références :

- **Forum Communautaire Choq FM**

<https://l-express.ca/les-hauts-et-les-bas-de-lengagement-communautaire/>

- **Elections provinciales 2018**

<https://onfr.tfo.org/pourquoi-limmigration-francophone-boude-t-elle-la-politique-ontarienne/>

<https://l-express.ca/elections-provinciales-les-francophones-a-la-rue/>

- **Débat de la Journée des Franco-Ontariens**

<https://onfr.tfo.org/qui-est-franco-ontarien/>

<https://l-express.ca/peu-de-francophones-de-toronto-se-disent-franco-ontariens/>

<https://onfr.tfo.org/fayza-abdallaoui-ou-le-combat-des-femmes-immigrantes-francophones/>

- **Premières couvertures du Livre Blanc à l'occasion de l'AGA du MOFIF**

<https://www.msn.com/fr-ca/actualites/other/un-premier-livre-blanc-pour-les-femmes-immigrantes-francophones-de-l%E2%80%99ontario/ar-BBPGiPc>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1135713/femmes-immigrantes-francophones-ontario-mofif>

<https://l-express.ca/fayza-abdallaoui-quittera-le-mofif/>

<https://lemetropolitain.com/fayza-abdallaoui-quitte-la-presidence-du-mofif/>